



Compte rendu du débat organisé par le *Collectif 29 pour la souveraineté alimentaire dans les pays du Sud et en Europe*, la Confédération Paysanne, Action Aid, ATTAC, les Ami.es de la Confédération Paysanne...

Le 4 juin 2021, dans le Finistère

Participant.es

- **Candidat.es présent.es :**

Michaël Quermes (PS), tête de liste du Finistère sur la liste du président sortant Loïc Chesnais-Girard

Olivier Allain (LREM), actuel Vice-président en charge de l'agriculture au Conseil régional

Pierre-Yves Cadalen (LFI), tête de liste de la Bretagne Insoumise

Christine Prigent (EELV), de la liste écologiste « Bretagne d'avenir »

Jean-Luc Bleunven, sur la liste "Bretagne ma vie" menée par Daniel Cueff

- **Public :**

20 personnes présentes

Le *Collectif 29 pour la souveraineté alimentaire dans les pays du Sud et en Europe* organisait le vendredi 4 juin un débat sur la ferme du GAEC de Moguérou à Sizun (Finistère). Composée de plusieurs organisations-membres de la Plateforme, dont l'organisation de solidarité internationale Action Aid France, les Ami.es de la Confédération Paysanne ou encore le syndicat la Confédération Paysanne, la rencontre a donné lieu à des échanges entre 5 listes candidates et les citoyen.nes présenté.es au sujet de la Politique Agricole Commune, l'installation agricole, l'accès au foncier et le respect de la souveraineté alimentaire des Pays du Sud.

Un débat et une visite de ferme pour mettre en avant les conséquences de la PAC sur le modèle agricole et alimentaire

Le débat était d'abord l'occasion de mettre en avant l'impact de la PAC sur notre modèle agricole et alimentaire. Que ce soit sur les questions d'emploi, de revenus, de respect de l'environnement ou de précarité alimentaire, les organisateur.rices se sont relayé.es pour réclamer une vraie réforme de la PAC afin que les politiques soient cohérentes avec les enjeux rencontrés par l'agriculture.



Débat organisé dans le cadre de la campagne « Paysan, métier en voie d'extinction » initiée par *Pour une autre PAC*, le choix du lieu n'était pas anodin. Le GAEC de Moguérou est une ferme de 35 hectares avec 3 actifs et un jeune en parrainage. Les ateliers sont variés : production laitière, production porcine et atelier de transformation. Les débouchés sont locaux et en circuits courts : vente sur les marchés, magasins de producteurs, Biocoop. Organiser le débat dans un tel lieu permettait de présenter un modèle de ferme à taille humaine telle que souhaitée par le collectif.

La présentation a enfin donné lieu à un débat sur l'accès au foncier et le rôle central de la SAFER pour encourager l'installation. Au-delà de la PAC, les Régions ont les moyens d'agir sur ce volet.

Des échanges dans le sens d'une "régionalisation de la PAC"

Les listes LREM, EELV, PS et la liste écologiste sans étiquette « Bretagne Ma vie » étaient représentées ce vendredi 4 juin.

Les candidat.es présent.es se sont accordé.es sur la nécessité de régionaliser les aides de la PAC, soit « de gérer les aides PAC du premier pilier au plus près du terrain » (Olivier Allain, sur la liste MODEM-LREM-UDI). **Olivier Allain (LREM)**, actuel Vice-président en charge de l'agriculture au Conseil régional, plaide notamment pour le versement de 5000 euros d'aides PAC par an pour tous les agriculteur.rice.s et le plafonnement des aides du premier pilier « à 20 ou 30 000 euros par actif et par an ». Pour rappel, les arbitrages ont acté dès octobre 2020 que seules les mesures non surfaciques du 2^e pilier de la PAC (aides à l'investissement, aide à l'installation, LEADER entre autres) seront des compétences des Régions à partir de 2023, date d'application de la prochaine PAC.

Michaël Quermez (PS), tête de liste du Finistère sur la liste du président sortant Loïg Chesnais-Girard, a pour objectif de passer de « 550 à 1000 installations aidées par an en Bretagne ». La Dotation Jeune Agriculteur (DJA), compétence des Régions, est en effet un levier important pour stimuler le renouvellement des générations en agriculture. La tête de liste PS du Finistère a également souligné l'importance de la SAFER, en appelant de ses vœux une plus grande implication des élu.es dans sa gouvernance.

Jean-Luc Bleunven s'est aussi saisi du sujet de la SAFER en proposant une « SAFER solidaire », au service de l'installation de nouveaux.elles paysan.nes.

Christine Prigent, de la liste écologiste « Bretagne d'avenir » a quant à elle prôné « une rupture complète pour transformer le modèle agricole et privilégier la montée en gamme des produits ».

Enfin, **Pierre-Yves Cadalen (LFI)**, tête de liste de la Bretagne Insoumise, mise sur l'installation de 10 000 agriculteur.rice.s sur son mandat et un désendettement des fermes à condition que les projets amorcent une transition agroécologique.